



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

toxicomanie

Question au Gouvernement n° 2186

Texte de la question

SALLES DE SHOOT

M. le président. La parole est à M. Yannick Moreau, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.

M. Yannick Moreau. Monsieur le Premier ministre, ce matin, le conseil des ministres a adopté le projet de loi de santé et donc, par son article 8, la légalisation des « salles de shoot », rebaptisées pour l'occasion.
(Exclamations sur les bancs du groupe UMP.)

Malgré le glissement sémantique, les faits sont là : le Gouvernement a décidé de légaliser les salles de shoot, non plus seulement à Paris mais sur l'ensemble du territoire national. On nous dit que c'est pour six ans, mais combien de millions d'euros y seront consacrés au détriment des politiques de prévention précoce, bien insuffisantes dans notre pays ? *(Exclamations sur les bancs du groupe SRC.)*

Monsieur le Premier ministre, légaliser les salles de shoot est une très grave erreur. Neuf pays seulement ont tenté cette aventure. Partout, c'est un échec.

Plus qu'une erreur, la légalisation des salles de shoot est une faute. *(Exclamations sur les bancs du groupe SRC.)* C'est une faute contre notre jeunesse *(Applaudissements sur les bancs du groupe UMP et plusieurs bancs du groupe UDI)*, à qui vous adressez un terrible signal de banalisation de la drogue, qui pourrait désormais être légalement consommée dans certains endroits protégés de la République.

C'est une faute contre nos forces de l'ordre qui, au péril de leur vie, luttent sans relâche contre le trafic de drogue. C'est une faute contre les familles (« Ah ! » *sur de nombreux bancs du groupe SRC*) frappées par le fléau de la drogue et qui attendent autre chose du Gouvernement qu'un témoignage de laxisme et de fatalisme.

Monsieur le Premier ministre, dans la crise que nous traversons, la légalisation des salles de shoot est-elle vraiment une priorité nationale ? Combien vont coûter aux contribuables ces six années de prétendue expérimentation et où allez-vous trouver l'argent ? *(Exclamations sur les bancs du groupe UMP.)*

Monsieur le Premier ministre, arrêtez de chercher à masquer l'échec économique de votre gouvernement par des rideaux de fumée idéologiques ! *(Exclamations sur les bancs du groupe SRC.)* Arrêtez de vouloir tout banaliser et de déconstruire un à un, jour après jour, les repères fondamentaux de notre société.

Avec cent collègues, nous déposerons cet après-midi une résolution parlementaire pour contrer cette initiative gouvernementale inopportune, inefficace et dangereuse pour l'avenir de notre pays. *(Applaudissements sur les bancs des groupes UMP et UDI.)*

M. le président. La parole est à Mme la ministre des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes.

Mme Marisol Touraine, ministre des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes. Mesdames et messieurs les députés, monsieur le député Yannick Moreau, j'ai présenté ce matin en conseil des ministres un projet de loi portant sur l'avenir de notre système de santé, pour faire en sorte que l'ensemble de nos citoyens puissent se soigner dans de meilleures conditions. (*« Quel rapport ? » et exclamations sur les bancs du groupe UMP.*)

Ce texte comporte de très nombreuses mesures pour la prévention en matière de tabac et d'alcool, pour la lutte contre l'obésité, pour l'accès de tous aux soins, avec l'instauration du tiers payant, et pour l'organisation du parcours de soins, avec le médecin traitant de l'enfant et la reconnaissance de l'hôpital public. Parmi ces très nombreuses mesures, il y a aussi la volonté d'accroître les moyens que nous consacrons à la réduction des risques et à faire en sorte que les toxicomanes puissent être soignés – tous les toxicomanes. (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

M. Bernard Roman. Très bien !

Mme Marisol Touraine, ministre. S'il y a une faute, monsieur le député, c'est de ne pas vouloir soigner des hommes et des femmes qui ont pour seul tort d'être malades. (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC. – Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*) S'il y a de l'idéologie, c'est de brandir des risques là où ils ne sont pas. (*Vives exclamations et claquements de pupitres sur les bancs du groupe UMP.*)

Moi, je ne veux pas, monsieur le député, que des enfants jouent dans des bacs à sable où traînent des seringues. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe SRC.*) Je préfère que les parents puissent être pris en charge dans des centres de réduction des risques. (*Vifs applaudissements sur les bancs du groupe SRC. – Vives exclamations et claquements de pupitres sur les bancs du groupe UMP.*)

M. le président. Mes chers collègues, je sais bien que cette question soulève les passions, mais je vous prie de les contenir.

Mme Marisol Touraine, ministre. Moi, je n'accepte pas qu'il y ait des hommes et des femmes qui ne trouvent pas d'accompagnement, de porte vers le système de soins. C'est tellement vrai qu'il y a des parlementaires, des élus de votre groupe, qui ont apporté leur soutien, au cours des années précédentes, à cette démarche ! (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe SRC.*)

Nous en débattons, monsieur le député, mais moi, je parle de santé et d'accompagnement, pas d'idéologie. Je suis convaincue que nous pouvons nous retrouver sur ces impératifs de santé publique. (*Applaudissements sur de nombreux bancs des groupes SRC et écologiste.*)

Données clés

Auteur : [M. Yannick Moreau](#)

Circonscription : Vendée (3^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2186

Rubrique : Drogue

Ministère interrogé : Affaires sociales, santé et droits des femmes

Ministère attributaire : Affaires sociales, santé et droits des femmes

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [16 octobre 2014](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [16 octobre 2014](#)